

GIL-ROBLES OU LA HANTISE DES FRONTIÈRES

Quelques mois après la disparition tragique de Bronislaw Geremek, José María Gil-Robles lui succède à la présidence de la Fondation Jean Monnet. Figure centrale de la politique européenne, il nous raconte son parcours.

Son destin s'enracine dans l'ombre du général Franco et connaît son apogée à la tête du Parlement européen. José María Gil-Robles a occupé certaines des fonctions politiques les plus prestigieuses, en Espagne et dans l'Union. La Fondation Jean Monnet pour l'Europe a confié sa présidence à cet homme discret et mesuré, qui continue de préférer son étude d'avocat madrilène aux hautes sphères de la politique. Portrait en forme d'interview.

A la fin de la Guerre civile espagnole, votre père décide de fuir le régime franquiste et s'exile au Portugal avec sa famille. Cet événement a-t-il contribué à forger vos convictions européennes?

J'en ai hérité une véritable hantise des frontières, des séparations. Pendant les 17 années d'exil, j'ai pu me rendre du côté espagnol à deux ou trois reprises. Mais la première fois que j'ai pu passer sans passeport, tout simplement parce que je l'avais oublié, cela m'a vraiment fait quelque chose... Enfin, c'est aussi à cette occasion que j'ai compris ce qu'était une société multiculturelle. Nous vivions à Estoril, à quelques kilomètres de Lisbonne. On y trouvait des gens de toute l'Europe – dont beaucoup se livraient à l'espionnage. Je connaissais leurs enfants, nous jouions ensemble, je suis devenu multilingue presque d'instinct.

C'était un peu l'Union avant la lettre?

L'ambiance était internationale, mais sans privilège. Même s'il y avait au bas mot une douzaine de rois en exil – le comte de Paris, le prétendant au trône d'Espagne... Les gens arrivaient si démunis que leur premier souci était de se trouver un pyjama pour la nuit. Beaucoup cherchaient de quoi financer leur départ pour l'Amérique. Il y avait aussi beaucoup de juifs, pour la plupart des rescapés des camps. J'ai encore gravé dans la rétine l'image de Yehudi Menuhin qui jouait du violon sur la terrasse de la villa voisine.

Comme de nombreuses grandes figures européennes, c'est face au totalitarisme et à la guerre que s'est construit votre désir d'Europe.

La même chose vaut pour beaucoup d'Espagnols. Les gens ne comprennent pas toujours pourquoi nous sommes si proeuropéens, particulièrement la génération qui s'est occupée de la transition vers la démocratie. Il faut comprendre que, pour nous, lutter pour l'Europe ou pour la démocratie, c'était la même

chose, les deux faces d'une même pièce. Et puis, je me souviens de la première fois que j'ai visité le continent en train. Je suis arrivé en Suisse. Il y avait un contraste effroyable entre la désorganisation et les retards du côté français et cette image de paix, de tranquillité, ces soldats qui rentraient le fusil sur l'épaule sans que cela pose problème... C'est cela que je voulais pour l'Espagne et le Portugal.

Une quarantaine d'années plus tard, en 1997, ces convictions vous amènent à la tête du seul parlement transnational du monde. Comment gère-t-on les débats avec une telle diversité culturelle?

Au Parlement européen, quand vous faites une blague, il y a tout d'abord une vingtaine de personnes qui rient – ceux qui parlent votre langue. Puis ce sont les autres, avec le décalage de la traduction simultanée. Enfin, il y en a toujours qui ne rient pas, faute d'une bonne traduction. Je crois que cela illustre bien nos difficultés de compréhension.

En 1999, c'est le moment de l'introduction de l'euro. Dans votre discours, vous insistiez sur le bénéfice qu'auraient à en retirer les plus pauvres. Or, pour de nombreux citoyens européens, la monnaie unique est plutôt responsable de l'augmentation du coût de la vie...

C'est quelque chose que les gens ne comprennent pas. Evidemment, ils perçoivent le renchérissement au moment où il se produit. Alors que l'inflation reste presque invisible. Mais, à la fin, on finit toujours par payer. L'euro a empêché les dévaluations. Certes, la stabilité de la monnaie oblige à un effort constant. Mais en Suisse, par exemple, on comprend très bien les avantages d'une monnaie qui ne se dévalue pas.

Cette politique de rigueur aide-t-elle aujourd'hui l'Europe à affronter la crise?

Elle rend l'atterrissage moins brutal. Et si l'euro n'existait pas, la peseta ou la lire auraient chuté. On aurait alors spéculé sur ces monnaies à la baisse. A la fin, c'est le simple citoyen qui serait passé à la caisse, en achetant les marchandises importées à un prix plus élevé.

Autre élément marquant de votre présidence, l'élargissement de l'UE aux dix pays issus de l'ex-Europe communiste...

J'étais personnellement convaincu que c'était le moment historique pour le faire. Plus tard,



nous nous serions retrouvés en confrontation trop directe avec la Russie. En même temps, je ne ménageais pas mes forces pour rendre ces pays attentifs à l'effort demandé par l'adhésion. Pour utiliser une métaphore de cycliste, il ne suffisait pas de rejoindre le peloton, encore fallait-il ensuite suivre la cadence.

Aujourd'hui, vous tenez les rênes de la Fondation Jean Monnet. Comment comptez-vous mettre en valeur l'institution?

Nous détenons la mémoire de Jean Monnet, mais d'autres pionniers de l'Europe, et il s'agit de ne pas la réserver seulement aux rats de bibliothèque. Il faut faire de ces archives la base d'un débat public où la mémoire soit vivante. C'est cela que nous devons continuer à cultiver, non seulement à partir des cahiers rouges, mais aussi à travers les Dialogues européens, des conférences, des colloques, où professeurs et témoins historiques peuvent échanger leurs perspectives.

Désormais retiré de la vie politique, vous continuez votre carrière d'avocat et de professeur de droit à Madrid?

Mon père et mon grand-père étaient tous deux députés, j'entendais beaucoup de choses à la maison. L'ambiance familiale prédisposait à la politique. Mais ma véritable profession a toujours été celle d'avocat.

Une fonction plus importante à vos yeux que celle que vous avez occupée comme président du Parlement?

Quand je regarde en arrière, quand je pense à ce dernier demi-siècle de vie, ce qui m'a le plus marqué, c'est le métier d'avocat. La dimension humaine de ce travail, la défense des intérêts de quelqu'un... Il y a quelque chose que vous ne retrouvez pas en politique.

Propos recueillis par Lionel Pousaz